

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

22<sup>ème</sup> année - N° 4006 - Lundi 22 Novembre 2021 - Prix : 200 Fc

**CORONAVIRUS :**

## Le variant Delta est chez nous



La ministre de la Santé  
Loub Yacouti Attoumane.

**FIAT DIVERS**

### La police ferme plusieurs débits de boissons

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 21 au 25 Novembre 2021**

Lever du soleil:  
05h 30mn  
Coucher du soleil:  
18h 14mn

Fadjr : 04h 18mn  
Dhouhr : 11h 56mn  
Ansr : 15h 28mn  
Maghrib: 18h 17mn  
Incha: 19h 30mn



## SOCIÉTÉ

## A Itsamia, l'eau est 3 fois plus chère que l'électricité

*A Itsamia les habitants disent payer 3 fois plus chère l'eau que l'électricité, alors que cette source de vie se fait de plus en plus rare sous les robinets de la SONEDE. Les habitants font recours aux eaux des puits pour leurs besoins quotidiens.*



Itsamia face à la cherté de l'eau.

L'eau est une matière vitale indispensable pour l'équilibre de la nature. Pourtant, à Mohéli, cette source de vie longtemps considérée comme « abondante » devient de plus en plus rare dans certaines régions. C'est le cas du village d'Itsamia, situé à l'Est de Mohéli dans la région de Djando, une région semi aride.

« Le moment où on payait l'eau de la SONEDE à 800 fc le mètre cube nous revenait moins chère

qu'actuellement ou le mètre cube nous coûte 500 fc. C'est incroyable pourtant c'est la réalité » souligne avec regret Anrfidine, chef du village d'Itsamia. Un avis partagé par un autre habitant de Wanani, chef lieu de la région de Djando, seule région

à Mohéli où la facturation de l'eau par compteur est encore opérationnelle.

Selon le chef du village d'Itsamia, lorsque le m<sup>3</sup> d'eau se payait à 800 fc, il n'y avait pas des taxes. « Maintenant que le coût de

m<sup>3</sup> est revu à la baisse, il y a une taxe de 2000 fc de compteur sur chaque facture » précise-t-il avant d'enchaîner : « et on nous explique que ces 2000 fc c'est pour permettre de réparer les tuyaux en cas d'endommagement ce qui n'est pas le cas, le plus souvent la solution apportée c'est de stopper l'eau sur toute la partie en aval du lieu endommagé faute d'équipements appropriés ». « En plus, la facture peut tomber après deux mois avec un montant exorbitant sans qu'on sache pourquoi » a-t-il regretté.

Pour Massa, un habitant de Djando, l'eau est beaucoup plus chère que l'électricité. A Itsamia, l'eau de la société nationale d'exploitation et de distribution de l'eau coule rarement sous les robinets et pourtant, en moyenne un habitant

paye mensuellement une facture d'eau de 20000 fc. Face à cette situation conjuguée avec la crise économique qui secoue le pays, la majorité des habitants d'Itsamia préfèrent retourner à leurs anciennes habitudes des puits, pour puiser l'eau. « On ne peut pas se réveiller à minuit pour stocker de l'eau vu que c'est le moment où elle coule dans quelques robinets du village » dit-on un peu partout.

Même si l'eau des puits n'est pas potable, mais ils n'ont pas le choix que de la consommer. Les compteurs d'eau qui permettent non seulement de mesurer la consommation, et d'établir la facturation, deviennent trop complexes et suscitent des interrogations.

Riwad

## BANQUE

## Aziz Anissi Djohar nommé directeur de l'agence BIC à Domoni

*Une agence de la Bic Comores vient d'ouvrir ses portes à Domoni en présence du gouverneur Anissi Chamssidine, jeudi dernier. La proximité est jugée nécessaire par la tête pensante de l'institution d'autant plus que Domoni est une localité qui regorge d'un potentiel économique par ses grands opérateurs économiques.*

La Bic Comores continue son extension dans les trois îles. Jeudi dernier, c'est la ville de Domoni qui a vu l'implantation d'une agence pour accompagner les opérateurs économiques de la ville. Une initiative saluée par le gouver-

neur de l'île d'Anjouan qui montre que cette philosophie de proximité s'inscrit directement dans le programme de l'émergence.

Un accueil chaleureux a été réservé aux invités composés d'opérateurs économiques d'autres villes et villages mais aussi des hautes autorités. « Notre présence ici est un symbole fort de solidarité, car se rapprocher de la population est pareil que de soutenir le développement communautaire », montre un grand commerçant de Mutsamudu.

Le directeur général de la Bic Comores a orienté son message sur la solidarité. « Depuis le 20 octobre 2020 que la banque est sous la com-

mande de l'AFG (Atlantic Financial Group), l'institution se rapproche davantage de la population », dit-il, avant d'ajouter que « la BIC est la seule qui a un crédit à taux zéro, à savoir le prêt scolaire ».

Le Maire de cette commune Nasduf Ahmed Abdallah reconnaît les efforts de la BIC à commencer par la création d'emplois directs dans la commune. « Tous ceux et toutes celles qui travaillent ici sont tous de Domoni », affirme-t-il. La Bic Comores annonce l'ouverture au mois de décembre prochain d'une autre agence à Mohéli.

Nabil Jaffar



Inauguration BIC Domoni.

## SOCIÉTÉ

## N'Goshawo à Mohéli pour la protection de l'environnement

*Les associations qui militent pour la protection de l'environnement dans l'île de Mohéli, en concertation avec le mouvement N'Goshawo, avec l'appui de la fondation ROSA de Luxembourg, basée en Allemagne, étaient réunies dimanche dernier à Fomboni pour une réunion de concertation sur la protection de l'environnement aux Comores, plus particulièrement à Mohéli. Et précisément sur les textes qui régissent l'environnement.*

NGOWSHAO se soucie de la qualité de l'environnement et la dégradation des écosystèmes en territoire comorien. « Nous avons signé une convention avec la fondation ROSA pour nous aider à valoriser notre biodiversité et à protéger les ressources environnementales dans le pays, c'est ce qui a permis d'organiser cette réunion de réflexion et de sensibilisation sur les

textes environnementaux » explique Mohamed Hamdia, point focal du projet de plantation des mangroves dans les îles des Comores et un des membres de l'association N'Goshawo.

Trois points essentiels ont été

discutés dans cette réunion dont la loi cadre de l'environnement qui est une loi de référence pour toute question relative à l'environnement mais aussi les textes de référence en matière d'environnement. Puis après, la politique nationale de l'en-

vironnement qui fait partie de la stratégie de développement économique, social et culturel des Comores. Cette politique, selon les intervenants, est déterminée par le gouvernement après avis du comité interministériel consultatif pour l'en-

vironnement et des comités régionaux. Et enfin le plan Comores émergent, qui prône pour un développement durable, respectueux de l'environnement.

Selon Mohamed Hamdia, les lois législatives portant la protection de l'environnement datent de plusieurs années et les unes sont appliquées tandis que d'autres sont dans les tiroirs. Pour protéger l'environnement aux Comores, « il faut appliquer tous les textes réglementaires » soutient-il. Selon la loi 88-006 du 12 juillet 1988, « la législation forestière aux Comores se fonde sur un ensemble de textes édictés en vue d'assurer la protection de la forêt et de ses ressources naturelles. Toute action ou usage des forêts qui seront contraires aux dispositions de la loi, et des conditions y afférentes est sanctionnée » a-t-il prévenu.



Ngoshawo en réunion de sensibilisation environnementale à Mohéli.

Riwad

## CORONAVIRUS :

## Le variant Delta est chez nous

*La ministre de la Santé a confirmé samedi que le variant Delta du coronavirus est présent aux Comores. Une recrudescence des cas de covid-19 a été constatée notamment à Mohéli depuis fin septembre.*

L'information a été gardée sous les boisseaux pendant 5 jours. Samedi 20 novembre, la ministre de la Santé Loub Yakouti Attoumane a enfin annoncé

la présence du variant Delta aux Comores. C'est à l'issue d'une réunion interministérielle tenue à Beit-Salam que la ministre a fait l'annonce après plusieurs semaines d'attente. En effet, des échantillons prélevés sur des porteurs du coronavirus ont été envoyés pour séquençage génomique au Kenya depuis le 6 novembre et les résultats étaient connus depuis mardi 16 novembre selon nos informations. « Les résultats qui nous sont parve-

nus confirment malheureusement la présence du variant Delta à travers ces 11 échantillons », devait reconnaître la ministre, ce samedi.

C'est depuis le 20 septembre que les autorités sanitaires ont constaté une recrudescence des cas de covid-19 dans le pays, plus particulièrement à Mohéli, la plus petite île de l'archipel. Neuf des patients prélevés sont de nationalité comorienne tandis que les deux autres sont des étrangers. Ils sont

âgés entre 25 et 85 ans. Au total le variant Delta a emporté 2 personnes connues par les autorités. Elles sont présentées comme âgées et présentant des comorbidités. En un mot comme en cent, des personnes fragiles.

Le variant Delta est plus contagieux que tous les autres variants du coronavirus Il a été détecté pour la première fois en Inde à la fin de l'année 2020. Il a été qualifié de variant préoccupant par l'OMS du

fait de sa transmissibilité élevée et sa capacité à provoquer une forme grave de la maladie. Dans les régions où il a été mis en évidence, il se propage rapidement d'une personne à l'autre. Les mesures barrières (port de masque, distanciation sociale, lavage régulier des mains avec un gel hydro-alcoolique...) restent tout de même efficace.

Andjouza Abouheir

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU LABORATOIRE DE L'HÔPITAL EL-MAAROUF

## Un instrument stratégique d'aide à la décision en matière de santé

*Le vendredi dernier a été lancé officiellement à l'hôtel Retaj par la ministre de la santé Mme Loub Yacout Zaidou, le projet de développement d'une unité de biologie moléculaire au laboratoire du centre hospitalier national El-Maarouf d'une durée de 18 mois et d'un montant de 415 000 Dollars soit 180 110 000 de francs comoriens.*

Ce projet est financé par la Banque Islamique de Développement et vise à aider les pays africains membres du Groupe de la BID à lutter contre la pandémie de COVID-19, par le biais de la Division Reverse Linkage qui œuvre pour un renforcement des capacités des laboratoires médicaux dans certains pays africains sub-sahariens. Et la Tunisie, par l'intermédiaire de son Agence de coopération Technique (ATCT) a été identifiée comme un fournisseur d'expertise dans les questions liées au COVID-19 à travers l'Observatoire National des Maladies Nouvelles et Émergentes et l'Institut Pasteur de Tunis (IPT).

C'est l'Agence comorienne de

Coopération Internationale (ACCI), dirigée par Fatoumia Ali Bazi, qui est le porteur de ce projet. Créée en 2017 dans le cadre de la réforme administrative, l'ACCI est un instrument favorisant la coopération technique et le rayonnement des Comores à l'international. Dès 2018, elle a priorisé la mobilisation des partenariats pour développer la coopération technique et bénéficier les expériences des uns et des autres. C'est dans cette perspective que l'agence a eu l'opportunité grâce à la BID de formaliser ce partenariat avec l'Agence de coopération Technique (ATCT) en 2018.

Cet accord a permis de renouer la coopération avec la Tunisie, avec d'abord un projet de renforcement des capacités de l'ACCI sous le financement de la BID en 2021 et un partenariat est en cours de négociation entre l'Agence Comorienne de Gestion de déchets et l'Agence Tunisienne de Gestion de Déchets. Il a été noté que le secteur de la santé est confronté à des défis urgents en raison d'un déficit criant des moyens de diagnostic en particulier sur le plan de la biologie moléculaire « PCR » et présente-



Participants au lancement du projet.

ment, le CHN El Maarouf est dépourvu d'une Unité de Biologie moléculaire et le besoin du CHN de relever le niveau de compétences du laboratoire pour le diagnostic et la caractérisation moléculaires des microorganismes hautement pathogènes et multi résistants (BMR).

Aussi le projet vise au renforcement des capacités techniques des agents de santé qui sont à l'avant-garde des efforts nationaux dans la lutte contre le COVID-19, promou-

voir le renforcement des capacités organisationnelles par acquisition des équipements biomédicaux et développement des protocoles / guidelines ainsi que le renforcement des capacités techniques des différentes catégories de personnel des laboratoires du CHN et de l'INRAPE.

Dans son allocution, la ministre de la santé a déclaré que « le laboratoire National est un instrument stratégique d'aide à la décision en

matière de santé. Sa principale vocation est, non pas de faire concurrence aux autres laboratoires ou de devenir leur organe directeur, mais d'assumer la mission de régulation, de coordination, de contrôle qualité, bref de servir de bras séculier de l'État pour monitorer les capacités nationales de laboratoires publics et privés ».

Mmagaza

## FIAT DIVERS

## La police ferme plusieurs débits de boissons

*Samedi 20 novembre, la police nationale a procédé à la fermeture de plusieurs débits de boissons à Moroni pour, selon les motifs officiellement avoués, lutter contre la délinquance et la criminalité. Tous ces établissements sont pourtant en règle selon nos informations.*

Une opération coup de poing de la police nationale et qui n'a pas été sans perturber la vie nocturne dans la capitale. Samedi 20 novembre vers les coups de 19h, la police nationale a fait irruption dans certains établissements vendant des boissons alcoolisées dans la capitale. Les policiers ont enjoint les gérants de baisser les rideaux et surtout de les suivre. Ils ont été conduits au commissariat

central de Moroni où chaque gérant a dû présenter sa pièce d'identité avant d'être relâché avec une obligation d'y retourner le lundi, soit aujourd'hui. « On ne nous a fourni aucune explication », n'en revient

pas ce gérant d'un des établissements incriminés.

En attendant qu'ils soient fixés sur leur sort, ils n'ont visiblement pas le droit de rouvrir. Contacté par nos soins, le patron du commissariat

central, Ashkal Mohamed, a montré que cette opération entre dans le cadre de la lutte contre la délinquance juvénile et la criminalité. « Nous sommes en train de faire une étude pour voir si les débits de boissons sont en conformité avec la loi car nous devons lutter contre la délinquance juvénile et la criminalité ». Des meures purement et simplement péremptoires. En mettant la charrue avant les bœufs, c'est-à-dire en fermant ces débits de boissons avant de les avoir contrôlés, la police nationale ne fait que nourrir ce sentiment d'arbitraire parfois ressenti par les entrepreneurs. Même si l'objectif de l'opération reste louable.

Andjouza Abouheir



Photo d'illustration

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssouf  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riward  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
 www.lagazettedescomores.com  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT

# Les enfants doivent faire entendre leur voix pour aller vers un meilleur avenir

La journée internationale des droits de l'enfant est célébrée dans le pays le 20 novembre dernier. Suite aux impacts enregistrés dans le domaine de la santé et de l'éducation à cause de la covid-19, depuis 2019, la réflexion est centrée sur le sort des enfants « comment créer un avenir meilleur pour chaque enfant ». Seul la voix des enfants peut apporter une réponse adéquate, d'où l'objectif d'une table ronde.

Comme chaque année, le monde célèbre la journée internationale de l'enfant. La pandémie de COVID-19 a montré la manière dont les inégalités affectent les droits de chaque enfant. Des changements climatiques à l'éducation en passant par la santé mentale et la lutte contre le racisme et la discrimination, les enfants et les jeunes s'expriment sur les sujets importants pour leur génération et appellent les adultes à bâtir un avenir meilleur. A Moroni, au tour d'une table ronde, les discussions se faisaient entre plusieurs enfants en t-shirts bleus et des responsables du domaine éducatif,

judiciaire et sanitaire. C'était une occasion aux enfants de répondre par eux-mêmes les questions qui leurs concernent.

Selon Halima Abdoukarim, un agent du commissariat au genre montre que le principe de cette année est de mettre autour d'une table les enfants et de discuter sur un contexte de la Covid-19. « Nous voulons inciter les enfants à exprimer leurs idées. Du coup, on a invité trois facilitateurs du domaine de l'éducation, de la justice de la santé et de la religion. Les enfants présents lors de cet échange sont du collège de la coulée et d'application », explique-t-il. Pour elle, la journée est une aubaine pour échanger avec eux tout en expliquant davantage que ce n'est pas toujours une habitude pour les parents d'échanger avec leurs enfants. « Alors petits qu'ils soient, ils ont une vision tout à fait différente de nous. Mais possibles que la leur soit la bonne parce qu'ils sont les concernés », poursuit-elle.

Dans cette journée, la représentante adjointe de l'Unicef a rappelé qu'il subsiste encore beaucoup d'inégalités et de difficultés pour un



grand nombre d'enfants à accéder aux soins de santé primaires, à une éducation de qualité, à l'eau potable et à l'assainissement tout comme à un environnement protecteur surtout dans notre contexte actuel de pandémie. « Le moment est venu de faire en sorte que les enfants et les jeunes fassent entendre leur voix sur les questions qui concernent

leur génération et non seulement d'écouter leurs voix. Mais aussi de transformer en acte concrets les actions en faveur des enfants partout dans le monde », avance Odile Bulten.

Comme chaque année cette journée est célébrée sous plusieurs thèmes et le thème retenu pour cette année est « un avenir meilleur pour

chaque enfant ». Compte tenu de ce thème, les discussions abordées doivent aboutir à des solutions prometteuses dans la santé, la nutrition, la vaccination, l'éducation et la protection des enfants.

Kamal Gamal



Ministère de l'agriculture, de la Pêche et de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE



PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

Réf. n°2021/012/ MAPETA/PIDC/AMI/17-005-AU

## SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS

### RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR FACILITER L'ÉLABORATION DES TEXTES D'APPLICATION DE LA LOI ALIMENTAIRE 17-005/AU DE L'UNION DES COMORES

1. Le PIDC est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des MPME et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter un consultant individuel pour faciliter l'élaboration des textes d'application de la Loi Alimentaire 17-005/AU de l'Union des Comores, dont les responsabilités, tâches ainsi que le profil, sont définis dans les termes de références.

#### 2. Objectif de l'étude

Il s'agit d'appuyer le gouvernement à renforcer le cadre juridique, légal et réglementaire du secteur de l'alimentation et de l'adapter ainsi aux différentes évolutions juridiques au niveau international et régional.

Sous la supervision du Coordonnateur du et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage, Le consultant sera responsable des tâches suivantes :

- Organiser des visites guidées sur les lieux de production et les poste de contrôles des aliments aux Comores pour vérifier le dispositif mis en place dans le cadre du système qualité ;
- Mener des concertations avec les parties prenantes liées dans le domaine de l'agroalimentaire (public, privé et société civile) pour recueillir les avis, et commentaires sur la législation

à mettre en place ainsi que leurs différentes préoccupations ;

- Faire l'état des lieux du droit à l'alimentation (l'évolution des textes juridiques et leur application ; l'analyse des textes, politiques, programmes et stratégies existants ayant un lien avec la législation alimentaire ; les défis à relever pour garantir l'application de la loi N° 17-005/AU ; etc.) ;

- Comparer et d'analyser la législation alimentaire de l'Union des Comores à celui d'autres pays (pays de la COI et limitrophes), et de proposer des recommandations d'amélioration s'appuyant sur ces expériences étrangères et.

#### 3. Profil et expériences acquises

Le consultant doit répondre au profil suivant :

- Être diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5) en Sciences juridique et Sociales ou toute autre discipline apparentée ;
- Avoir réalisé au moins trois (03) missions similaires ;
- Avoir au moins 3 ans d'expériences dans l'élaboration des documents à caractère juridique ;
- Avoir une bonne connaissance du contexte socio-économique et juridique international et national ;
- Avoir une bonne connaissance en matière de réglementation et de législation sur la sécurité sanitaire des aliments et des lois sur les produits alimentaires ;
- Avoir une bonne expérience dans les réformes des textes législatifs et réglementaire du pays ;

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédu-

res définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA... La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel ».

#### 5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de manifestation d'intérêt datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé accompagné de tous les justificatifs de diplômes et d'attestation justifiant le niveau académique et l'expérience requise.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le 30 novembre 2021 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores).

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/012/MAPETA/PIDC/AMI/17-005-AU »  
 Au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email [projetpidc@gmail.com](mailto:projetpidc@gmail.com)

Lancé, le 16 novembre 2021

## FORMATION À ANJOUAN POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE :

# OMS : "La population cible, un acteur et bénéficiaire"

Après 5 jours de formation, les organisations de la société civile à Anjouan sont prêtes à répondre aux besoins de la population locale. Les participants ont acquis les compétences pour monter leurs projets d'ici l'année prochaine. Pour l'OMS, la population cible est à la fois acteur et bénéficiaire.

Après 5 jours d'échanges et de collaborations, les organisations de la société civile sont enfin prêtes à reprendre le relais au sein de leur communauté. Lors de la clôture, vendredi 19 novembre dernier la direction générale de la santé a rappelé l'objectif de cette formation, qui est de renforcer les compétences des agents communautaires dans le management et la gestion de projets. « Nous sommes confiants qu'après ces 5 journées de formations, vous êtes capable de répondre aux



Les acteurs de la société civile formés par l'OMS à Anjouan.

grands défis de la société civile », souligne, le docteur Abdou Saindou Madi.

Chose dite, chose faite. Les participants ont été rigoureux tout au long de leur formation. La doyenne de tous, a exprimé sa gratitude vis à vis de l'OMS. « C'est la première fois que nous avons suivi une formation basé sur comment élaborer un projet. Dès aujourd'hui,

nous allons corriger nos lacunes, car nous espérons mieux faire dans le futur », précise un des bénéficiaires de la formation.

Pour l'Oms, la population cible est à la fois acteur et bénéficiaire pour une meilleure santé. 11 formateurs ont été mobilisés par l'OMS pour cette formation avec l'appui technique du bureau du coordinateur rési-

dent du système des Nations-Unies. Pour rappel, c'était en septembre dernier qu'une mission de l'OMS conduite par le Dr Abdoulaye Diarra a rencontré ces associations pour parler de cette initiative de partenariat entre l'OMS et la société civile comorienne.

Andjouza Abouheir

### La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES  
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_ email : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ Mob : \_\_\_\_\_

#### Périodicité :

3 mois  Montant : \_\_\_\_\_

6 mois  Montant : \_\_\_\_\_

12 mois  Montant : \_\_\_\_\_

#### Mode de règlement :

Espèces

Chèque  n° \_\_\_\_\_

Virement bancaire  réf. : \_\_\_\_\_

Moroni le,

Signature :

#### Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er Janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	36	32 000	65	62 000	127



Ministère de l'agriculture, de la Pêche et de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM



Réf. n°2021/013/ MAPETA/PIDC/AMI/PHCVA

## SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS

### RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR ÉLABORATION D'UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES HORIZONTALES PROFESSIONNELLES DES CHAINES DES VALEURS AGRICOLES

1. Le PIDC est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des MPME et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un AMI, pour recruter un **Consultant International pour l'élaboration d'une étude de faisabilité pour le développement des plateformes Horizontales Professionnelles des chaînes des valeurs agricoles.**

Les tâches ainsi que le profil, sont définies dans ces termes de références.

#### 2. Objectif de l'étude

Il s'agira de mettre en place des plateformes horizontales professionnelles sous forme de partenariat public-privé permettant aux acteurs de se concerter et d'échanger sur la promotion de chaîne de valeurs agricoles en vue de promouvoir l'action commune, identifier des opportunités et stimuler l'innovation.

Sous la supervision du Coordonnateur et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage, Le consultant sera responsable des tâches suivantes :

- Etablir une cartographie des acteurs des filières potentielles ;
- S'entretenir avec les membres des plateformes économiques/réseaux d'acteurs existantes et faire une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces sur le plan tech-

nique et organisationnel de chacune d'elles ;

- Analyser le circuit de commercialisation et la saisonnalité des produits et sous-produits sur les marchés locaux ;
- Faire une analyse rapide du système d'information sur les marchés et proposer des actions pratiques adaptées pour renforcer le réseautage des différents acteurs des chaînes de valeurs
- Identifier à travers les programmes implémentés au MAPETA ou par des interventions envisageables, des axes de collaboration pour faciliter le développement et la durabilité des plateformes économiques, à mettre en place ;
- Proposer une feuille de route avec des actions pratiques pour adresser les gaps relevés ;

#### 3. Profil et expériences acquises

Le consultant doit répondre au profil suivant :

- Formation : niveau Bac+5 en Economie, Agroéconomie, Agronomie, Développement durable ou toute autre discipline connexe ;
- Expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de développement de chaînes de valeurs agricoles ;
- Expérience dans la gestion et analyse de données, notamment de la conception d'outils de collecte de données, de la conception et de la gestion de bases de données et des contrôles de la qualité des données ;
- Expérience solide dans l'application de méthodes participatives de collecte et de validation de données et dans la recommandation de solutions spécifiques au contexte et adaptables à la communauté etc.

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA.....** La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel ».

#### 5. Les dossiers de candidature :

- Une lettre de manifestation d'intérêt datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet,
- Un curriculum vitae actualisé, incluant les références de trois personnes pouvant attester les compétences techniques et qualités interpersonnelles du candidat ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et l'expérience requise du consultant ;

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le **30 novembre 2021 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores).**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/013/MAPETA/PIDC/AMI/PHCVA au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé, le 16 novembre 2021

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE FFC

## Said Ali Said Athouman parle d'un bilan satisfaisant

La Fédération de Football des Comores a tenu samedi dernier son assemblée générale ordinaire

à Moroni. Selon son président, le bilan de l'année 2020-2021 est satisfaisant dans la mesure où la

Covid-19 ne nous a pas empêchés de poursuivre la voie du développement.



La Fédération de Football des Comores (FFC) a tenu son assemblée générale ordinaire le samedi 20 novembre à Moroni. C'était une journée de concertation et d'échange avec les membres représentants des clubs et les comités directifs du FFC de l'ensemble des îles. Pas mal des sujets étaient abordés dans cette assemblée et le patron de la FFC Said Ali Athouman parle d'un bilan positif. Selon lui, malgré la crise sanitaire, la fédération a poursuivi son développement : reprise de toutes compétitions, réception du terrain de Sima, réhabilitation du terrain de Mitsamiouli, formation de cadres, soutien aux clubs et aux académies

de jeunes et autres activités sportives.

« Nous avons une vision, des engagements et un programme et avançons avec détermination avec les partenaires qui croient en l'émergence du football comorien. Le débat, l'écoute et le respect de tous constituent les fondements de la FFC aujourd'hui. Le temps où les décisions concernant l'avenir du football étaient prises par une poignée de personnes est fort heureusement révolu », déclare le président de la FFC. Said Ali Said Athouman souhaite dans un esprit ouvert et constructif rassembler et optimiser les occasions d'investissement de la FIFA et de la CAF et permettre au plus grand nombre, partout aux Comores, de bénéficier des programmes footballistiques.

Il faut bien noter que la commis-

sion nationale des recours a été destinée dans l'assemblée. Sur ce, le président de FFC, montre que ce sont les membres présents qui ont proposé et exigé et l'idée est soutenue par beaucoup de gens, qui ont aussi émis des critiques et doléances.

Présent lors de l'assemblée générale, le vice-président de la FCC, Youssouf Idjihad a salué le déroulement de cette dernière jugée intéressante et inclusive par rapport aux précédentes assemblées. « Il y avait de la transparence et tout était relaté avec des détails, ainsi que des documents. On nous a donné des brochures montrant les actions qui ont été réalisées. Quand même, c'est une bonne chose pour nous », montre-t-il.

Nassuf Ben Amad

## ÉDUCATION

## L'AEM remet des certificats d'études à 57 jeunes diplômés

Pour encourager les jeunes à poursuivre le chemin de l'école, l'association des étudiants de Mindradou (AEM) dans le Mbadjini Ouest organise annuellement une cérémonie de remise de certificat d'études pour les jeunes diplômés. Cette année, cet événement a eu lieu le 7 novembre dernier d'où 57 jeunes ont reçu leurs attestations de mérite devant leurs familles.

L'association des étudiants de Mindradou (AEM) est une jeune association qui accompagne les élèves et les étudiants de ladite localité tout comme le font d'autres associations éducatives dans plusieurs villages. Bien

que cette association ne bénéficie guère des subventions villageoises que certaines associations reçoivent au prix de l'éducation, l'AEM continue d'encourager les générations futures à réussir dans les études. « C'est une fierté pour nous d'organi-

ser chaque année une cérémonie de remise de certificats d'études pour les jeunes. Cette action a deux visées d'abord reconnaître les connaissances des jeunes diplômés à leur juste valeur et puis encourager les autres jeunes à fournir beaucoup d'efforts pour réussir. Ainsi cette année nous avons délivré 57 diplômes. Il s'agit des jeunes qui ont réussi le concours d'entrée en sixième jusqu'aux étudiants en Master 2 », avance Ali Mmadi le secrétaire général de l'AEM

Selon lui, c'est une stratégie pour motiver ceux qui sont toujours des apprentis de bien aller vers le succès. « Notre association vit de nos poches. Le peu de moyen financier qu'on dispose, on organise des remises très marquant qui poussent par la suite aux autres jeunes encore élèves et étudiants à gagner leurs diplômes pour mériter un tel événement ».

Sur ce, Ali Mmadi a évoqué le cas de Amir Ismaël qui est un jeune comorien de Mindradou diplômé en Russie dans les études de médecin

en biochimie dont l'AEM a eu l'honneur de lui attribuer un certificat de mérite. Pour notre interlocuteur, l'AEM tend à multiplier ses efforts pour plus de réussite. « Non seulement, on remet des certificats d'études, on organise également des cours pour accompagner les élèves et les étudiants. Même si cette année nous avons eu quelques difficultés avec la crise sanitaire mais des stratégies sont en cours de réflexion », conclut-il.

Kamal Gamal

**VARIANTS DE LA COVID-19**  
**ARRÊTEZ LA PROPAGATION !**

**Le variant Delta de la COVID-19**  
**provoque plus de formes graves**  
**de la maladie que la souche originale.**

Lavez-vous les mains fréquemment

Faites-vous vacciner quand c'est possible

Évitez les lieux fréquentés ou clos

Portez un masque

Rester à au moins 1 mètre des autres

Organisation mondiale de la Santé  
AFRIQUE



Un de jeunes lauréats honoré par l'AEM.

Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service  
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores  
Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: la\_gazette@comorestelecom.km